



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

NOTE D'ANALYSE – 28 décembre 2018

LUNTUMBUE, Michel et FARDEL Tessa.
Élections en RDC : enjeux de cartes.
Note d'Analyse du GRIP, 28 décembre 2018, Bruxelles.

<https://www.grip.org/fr/node/2700>



NOTE D'ANALYSE

Élections en RDC : enjeux de cartes

Michel Luntumbue,
avec la contribution de **Tessa Fardel**

28 décembre 2018

Résumé

Précédé de moult polémiques et scepticismes, le scrutin prévu ce 30 décembre 2018 en République démocratique du Congo s'annonce des plus imprédictibles. Au regard des bouleversements qui ont remodelé le paysage politique du pays depuis les élections contestées de novembre 2011, il pourrait s'agir du scrutin le plus concurrentiel depuis celui du cycle électoral de 2006-2007. Du moins, si les conditions de son déroulement en garantissent la transparence.

Abstract

Elections in the DR Congo: maps issues

The elections scheduled for December 30 in the Democratic Republic of the Congo were preceded by so many controversies and scepticisms, that their outcome look set to be unpredictable. In view of the upheavals that have reshaped the country's political landscape since the disputed elections in November 2011, this could be the most competitive election since the 2006-2007 election cycle. That is, if the conditions under which it is conducted allow for real transparency.

Précédé de moult polémiques et scepticismes, le scrutin prévu le 30 décembre en République démocratique du Congo s'annonce des plus imprédictibles. Au regard des bouleversements qui ont remodelé le paysage politique du pays depuis les élections contestées de novembre 2011¹, il pourrait s'agir du scrutin le plus concurrentiel depuis celui du cycle électoral de 2006-2007. Du moins, si les conditions de son déroulement en garantissent la transparence.

Deux faits marquants ont particulièrement contribué à la reconfiguration accélérée de l'espace politique congolais : la disparition en février 2017 d'Etienne Tshisekedi, figure historique de l'opposition congolaise, mais aussi, la confirmation du respect des termes de la Constitution par le président Joseph Kabila, qui ne briguera finalement pas de troisième mandat². Deux surprises de taille sont par ailleurs venues ponctuer la préparation de ces élections : la désignation de l'ancien ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary comme dauphin du président sortant, et le choix de Martin Fayulu le 11 novembre dernier, comme candidat unique de l'opposition, aux dépens de deux autres ténors du paysage politique – Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe – pourtant donnés favoris. Ces derniers dénonceront, à peine 24h heures plus tard, l'accord scellé à Genève³ entre les principaux poids lourds de l'opposition congolaise, avant de constituer, une semaine plus tard à Nairobi, un « ticket présidentiel » aussi inattendu qu'inédit. La singularité du scrutin qui s'annonce, réside sans doute dans le regroupement des forces politiques en trois grandes coalitions couvrant l'essentiel des forces qui comptent sur l'échiquier politique congolais. Une reconfiguration qui brouille les rapports de forces modelés par les deux scrutins précédents, ainsi que les ancrages régionaux traditionnels, amplifiant les risques de tensions et de violences.

-
1. RDC : les élections présidentielle et législatives de 2011 ne sont pas crédibles, selon l'UE. *Jeune Afrique*, 29 mars 2012. Faisant suite aux premières élections pluralistes après les 32 ans d'autocratie du Maréchal Mobutu, tenues en 2006, ce second cycle électoral a été entaché d'irrégularités selon les observateurs internationaux. Des suspicions touchant à la fiabilité du fichier électoral, ainsi qu'à la modification du mode de scrutin présidentiel, ramené à un seul tour, avaient fragilisé le consensus sur le processus électoral.
 2. Joseph Kabila ne sera pas candidat à la présidentielle en RDC, *VOA Afrique*, 8 août 2018. Joseph Kabila a accédé au pouvoir en janvier 2001 à la mort de son père Laurent-Désiré Kabila, assassiné par l'un de ses gardes du corps. Il est arrivé au terme de son second et dernier mandat constitutionnel en décembre 2016, la période prévue initialement pour le scrutin.
 3. Présidentielle en RDC – Vital Kamerhe : « Pourquoi je me désiste au profit de Félix Tshisekedi », *Jeune Afrique*, 23 novembre 2018. Estimant que l'accord de Genève ne tenait pas compte de la représentativité réelle des deux formations politiques, les bases de l'UDPS et de l'UNC avaient rejeté celui-ci, poussant les deux leaders à se dédire.

Un paysage politique en recomposition

Déjà repoussées à deux reprises, alors que les mandats des députés nationaux et provinciaux, ainsi que celui du président sortant étaient arrivés à échéance⁴, ces élections générales (présidentielle, législatives et provinciales), se déroulent dans un climat de polarisation extrême de la société congolaise, ainsi que de dégradation des conditions socioéconomiques, qui augurent de risques majeurs de débordements en cas de report supplémentaire ou de contestation des résultats⁵.

Les suspicions entourant le recours à la machine à voter, et la fiabilité du fichier électoral ajoutant à la dramaturgie de ce scrutin de tous les risques⁶. Ces élections s'annoncent pourtant des plus ouvertes au regard des alliances inédites survenues pour la première fois au sein de l'opposition congolaise. Ces regroupements bousculent les rapports de forces forgés lors des scrutins précédents, ainsi que les logiques d'ancrages et d'équilibres régionaux qui caractérisent jusqu'ici le jeu politique congolais⁷. Lors du scrutin de 2006, en effet, la victoire du candidat Joseph Kabila, face à Jean-Pierre Bemba⁸, leader du Mouvement de libération du Congo (MLC), avait été largement assurée par son alliance, au second tour de l'élection présidentielle, avec deux autres leaders de familles politiques représentatives de l'histoire politique du pays. La formation de Joseph Kabila, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), se réclamant de l'héritage politique de son père Laurent-Désiré Kabila, avait été rejointe par le Parti lumumbiste unifié (PALU) d'Antoine Gizenga – compagnon de route de Patrice Lumumba –, ainsi qu'avec l'Union des démocrates mobutistes (UDEMO) de François Xavier Nzanga Mobutu, fils du défunt Maréchal Mobutu.

4. [La République démocratique du Congo vit-elle un scénario à la burkinabé ?](#), Michel Luntumbue et Agathe Plauchut, Éclairage du grip, 23 janvier 2015.

5. Le début de la campagne électorale a été marqué par des actes de violence et des entraves à la circulation de certains candidats. Le 9 décembre, Martin Fayulu a été empêché de se rendre à Kindu, et son meeting du 11 décembre à Lubumbashi écourté en raison de la dispersion de ses sympathisants par les forces de l'ordre. De même, le 18 décembre, des manifestations contre l'arrivée d'Emmanuel Ramazani Chadary ont contraint ce dernier à différer sa campagne à Tshikapa. Le 16 décembre, des affrontements avaient déjà opposé à Tshikapa les militants de l'opposition et ceux de la majorité faisant deux morts à l'occasion de l'arrivée de Félix Tshisekedi, président de l'UDPS, et de Maker Mwangi, secrétaire permanent adjoint du PPRD.

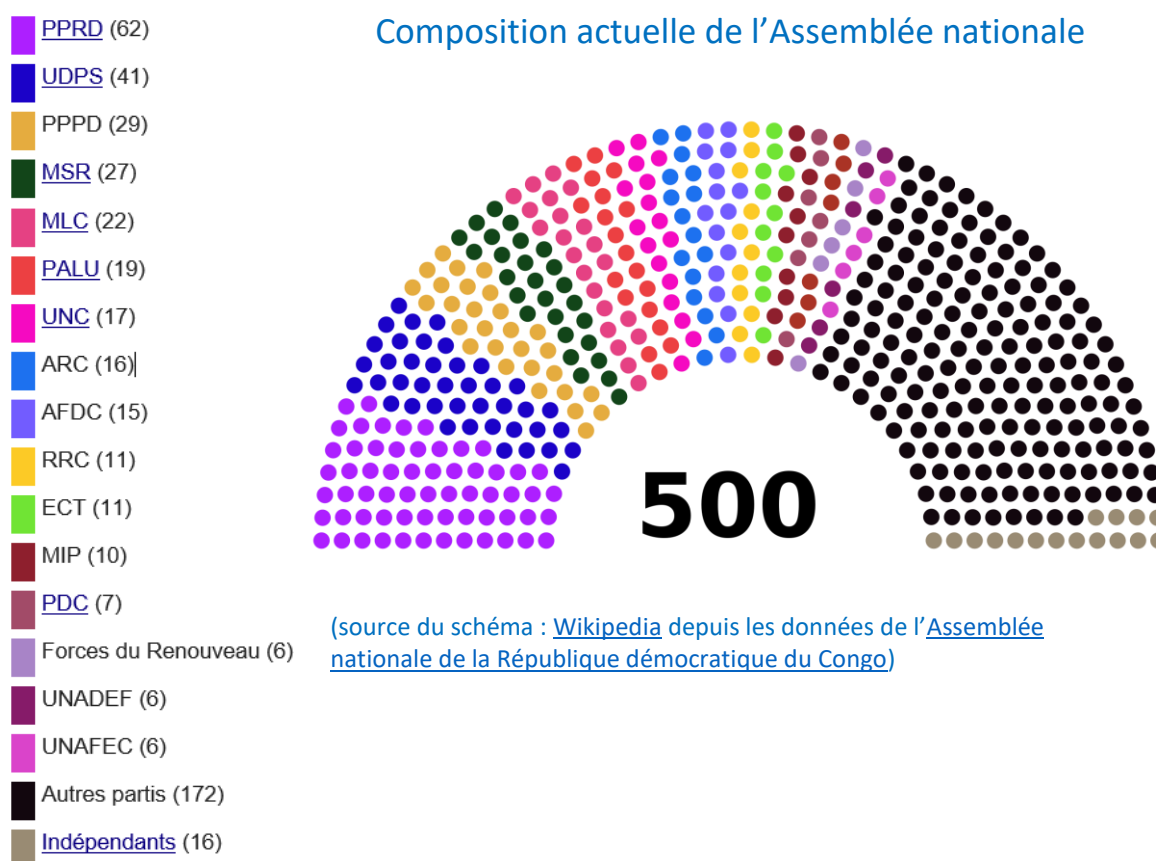
6. Présidentielle en RDC : Pourquoi les électeurs se méfient du vote électronique ? BBC News, 17 décembre 2018

7. C'est l'idée d'un vote déterminé par l'appartenance à une aire linguistique et communautaire. L'ancrage des principales formations politiques reconduirait les clivages communautaires linguistiques qui caractérisent le Congo. Voir notamment sa discussion de ce thème par Josaphat Musamba Bussy et Joël Baraka Akilimali. [Tribune] Non, les Congolais ne votent pas qu'en fonction de leur langue, *Jeune Afrique*, 19 décembre 2018.

8. Vice-président du gouvernement de transition dans le cadre du processus de paix de juillet 2003 à décembre 2006, candidat malheureux aux élections présidentielles de 2006 face à Joseph Kabila. Le 3 septembre 2018, l'invalidation de sa candidature à l'élection présidentielle a été confirmée par la Cour constitutionnelle, suite à la décision antérieure de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui avait rejeté la candidature du sénateur en raison de sa « condamnation par la Cour pénale internationale », en mars 2018, dans une affaire annexe de subornation de témoins.

Cette alliance électorale avec deux leaders, issus respectivement des anciennes provinces du Bandundu et de l'Équateur, avait permis au candidat Joseph Kabila issu du Katanga (Sud-Est), de déjouer la « fracture géopolitique est-ouest » apparue au premier tour de l'élection présidentielle, et de contrebalancer sa faible popularité dans l'ouest du pays. Les formations de l'opposition s'étaient quant à elles présentées en ordre dispersé, en l'absence de l'Union pour la démocratie et le progrès Social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi – très populaire à Kinshasa et dans les Kasaï – qui avait appelé ses partisans au boycott des élections. Comme conséquence de l'absence de l'UDPS du processus électoral de 2006, puis de la contestation du scrutin chaotique de 2011, le PPRD et ses alliés avaient conservé leur prééminence sur l'échiquier politique avec 260 sièges sur les 500 que compte l'Assemblée nationale congolaise ; l'UDPS devenant la première force de l'opposition au sein du Parlement avec 41 sièges⁹. Le PPRD avait cependant perdu des voix en ne remportant que 62 sièges, contre 111 lors des législatives de 2006.

Le rapport des forces au sein du Parlement entre les principales formations politiques à la veille des élections du 30 décembre 2018 :



9. RDC : majorité absolue aux législatives pour le camp Kabila, *Le Monde*, 2 février 2012.

En reprenant les résultats des élections législatives de 2011, correspondant à la composition de l'Assemblée nationale sortante, on remarque en premier lieu la forte fragmentation de la scène politique congolaise. Ainsi, les quelques 172 députés répétriés sous la rubrique « Autres partis » dans le schéma ci-dessus, sont les uniques représentants de leur formation politique. C'est notamment le cas de Martin Fayulu, avec son parti Engagement pour la citoyenneté et la développement (ECiDé) fondé en 2009. La majorité sortante, quant à elle regroupe en réalité une coalition de différentes formations, constituée autour du PPRD pour assurer la victoire du candidat Joseph Kabila aux élections présidentielle et législatives de 2006. Avant la défection de sept des ses composantes¹⁰ en 2015, elle comptait notamment dans ses rangs, le Parti de l'alliance nationale pour l'unité (PANU), le Parti du peuple pour la paix et la démocratie (PPPD), la Convention des Congolais unis (CCU), l'Alliance pour le renouveau congolais (ARC), l'Union des nationalistes et fédéralistes du Congo (UNAFEC), et le Mouvement social pour le renouveau (MSR). En 2015, les tensions liées à l'hypothèse d'un troisième mandat pour Joseph Kabila ont débouché sur le départ, entre autres, de l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC, présidé par Olivier Kamitatu), du Mouvement social pour le renouveau (MSR, de Pierre Lumbi), et de l'Union des nationalistes fédéralistes du Congo (UNAFEC, de Gabriel Kyungu wa Kumwanza) tous trois soutiens de l'ancien gouverneur du Katanga Moïse Katumbi dont le candidadutire n'a pas été validée, et qui sont désormais des soutiens du candidat Martin Fayulu.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), présidé depuis la fin mars 2018 par Félix Tshisekedi¹¹, a également connu des tensions internes, avant la dénonciation de l'accord de Genève du 11 novembre 2018, puis la conclusion le 23 novembre à Nairobi, de l'accord de coalition avec l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe. L'accord désigne Vital Kamerhe directeur de campagne et Premier ministre en cas de victoire aux élections¹².

Le jeu électoral se précise ainsi avec l'affirmation de trois candidats à la présidentielle qui se détachent du lot des 21 candidats validés sur la liste définitive de la CENI. Le 30 décembre, les électeurs sont donc appelés à faire le choix entre **Emmanuel Ramazani Shadary**, candidat de la majorité sortante regroupée au sein de la plateforme électorale du Front commun pour le Congo (FCC) ; **Martin Fayulu**, candidat de la coalition Lamuka (soutenu notamment par le MLC de Jean-Pierre Bemba, la plateforme Ensemble de Moïse Katumbi et le MSR de Pierre Lumbi) et **Félix Tshisekedi**, candidat de Cap pour le changement (CACH, regroupant l'UDPS et l'UNC).

10. *RD Congo : qui sont les frondeurs du « G7 » qui s'opposent à Joseph Kabila ? Jeune Afrique*, 5 février 2016.

11. Élu Président de l'UDPS : Félix Tshisekedi désigné Candidat du Parti à la Présidentielle, *Le Potentiel*, 2 avril 2018 ; Plus rien ne va au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), *Africanews*, 30 novembre 2017. Avant sa désignation à la tête de la formation fondée par son père, Félix Tshisekedi a été opposé à l'ancien Secrétaire général-adjoint de l'UDPS, Bruno Tshibala, nommé Premier en mai 2017 par Joseph Kabila, et qui se présente comme membre fondateur de l'UDPS et véritable détenteur de l'héritage politique et idéologique légué par Étienne Tshisekedi.

12. *En RDC, Vital Kamerhe se désiste en faveur de Félix Tshisekedi pour la présidentielle*, *Le Monde*, 23 novembre 2018.

Sur la base des données issues du scrutin de 2011, on peut dégager un aperçu de la force électorale des différentes plateformes politiques en présence. Le Front commun pour le Congo (PPRD, PPPD et alliés) aurait derrière lui au moins 91 députés, soit 18,2 % de l'Assemblée. La coalition d'opposition Lamuka, réunissant l'ECiDé, le MLC, et le MSR, correspondrait à 89 députés, soit 17,8 % de l'Assemblée. La coalition d'opposition Cap pour le changement (CACH), composée de l'UDPS et de l'UNC, réunirait quant à elle 58 députés, soit 11,6 % de l'Assemblée. Quinze regroupements et partis politiques, dont certains se revendiquant de l'opposition, ont par ailleurs adhéré au Front commun pour le Congo (FCC), aux côtés du PPRD. En dépit des avantages matériels dont la majorité sortante pourrait disposer, le candidat du FCC reste sous-estimé par ses adversaires qui épingle son manque de popularité et le handicap d'être le « candidat de la continuité » avec la gestion du président sortant, synonyme d'échec sur le plan des réponses aux besoins socioéconomiques de la population. C'est ce que souligne notamment un document officieux d'évaluation préélectorale établi par un collectif d'observateurs électoraux, qui donne le candidat du FCC perdant face à ses deux adversaires de Lamuka et CACH¹³.

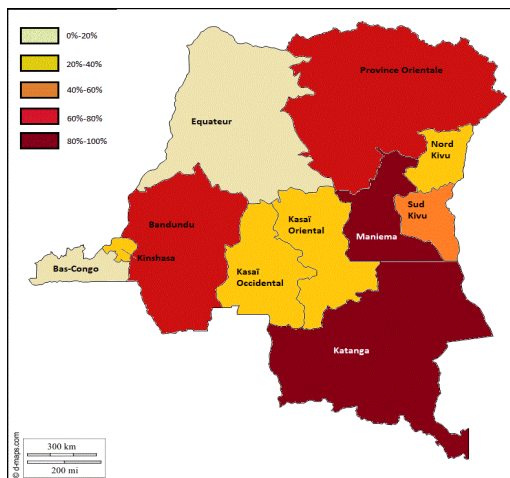
Évaluation préélectorale des trois candidats favoris :

- ✓ **Martin Fayulu** : capital médiatique fort surtout à l'extérieur du pays, capital partisan très faible, capacité de financement et d'organisation de la campagne forte, alliances politiques efficaces au nord-est et au nord-ouest. Discours sur la machine à voter peu cohérent.
- ✓ **Emmanuel Ramazani Shadary** : capital médiatique fort, surtout à l'échelle nationale, atouts matériels et financiers très forts, discours sur la continuité et l'émergence inapproprié et peu crédible.
- ✓ **Félix Tshisekedi** : capital médiatique faible, capital partisan très fort, capacité de financement et d'organisation limitée, alliance politique efficace à l'est, discours politique cohérent et constant.

13. Document original. La projection des intentions de vote, établi le 23 décembre, attribue 31,5 % d'intention de vote à Martin Fayulu, contre 16,1% à Emmanuel Ramazani Shadary et 49,7 % à Félix Tshisekedi.

L'ancrage territorial, clé du scrutin

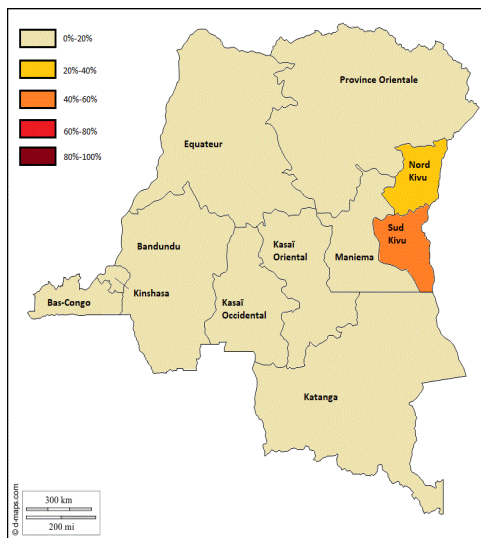
Carte électorale de Joseph Kabila en 2011



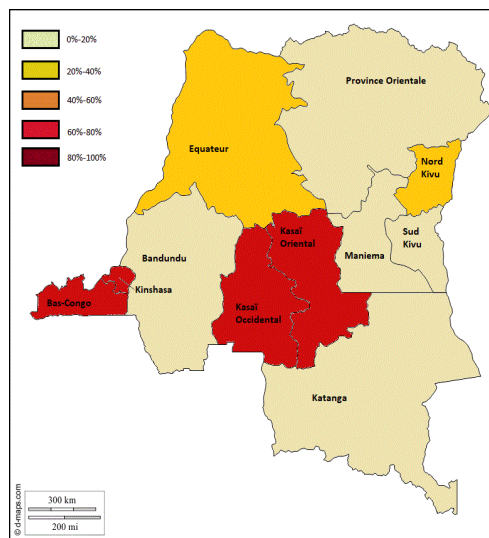
L'issue du scrutin du 30 décembre 2018 pourrait se jouer sur l'efficacité des alliances politiques nouées par les trois plateformes électorales, et dans leur capacité à tirer parti des ancrages territoriaux forgés lors des scrutins antérieurs. Les résultats des élections de 2011 par province (selon le découpage territorial en vigueur avant 2015), donne un aperçu des dividendes électorales et des ancrages territoriaux des principaux protagonistes du paysage politique congolais. Selon les données relatives au scrutin présidentiel, la victoire du candidat Joseph Kabila semble particulièrement corrélée à l'assise de ses alliances et réseaux politiques dans le Katanga (région d'origine du président sortant), le Maniema, ainsi que dans le Bandundu et la Province orientale.

Lorsque l'on s'intéresse aux résultats de Vital Kamerhe et d'Étienne Tshisekedi, respectivement à la tête de l'UNC et l'UDPS, les deux formations réunies au sein de la plateforme Cap pour le changement, on remarque un ancrage territorial marqué dans le Kivu, notamment la province du Sud pour Vital Kamerhe (originaire de celle-ci), et dans le Kasai ainsi que la Bas-Congo, pour le défunt leader de l'UDPS.

Carte électorale de Vital Kamerhe en 2011



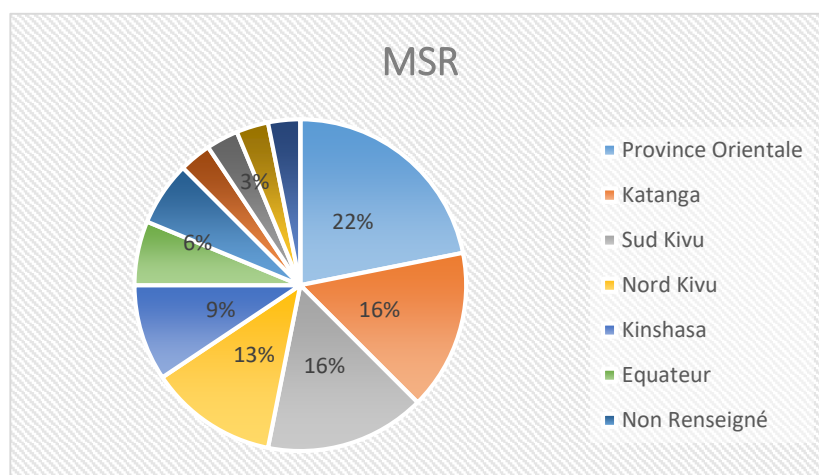
Carte électorale d'Étienne Tshisekedi en 2011



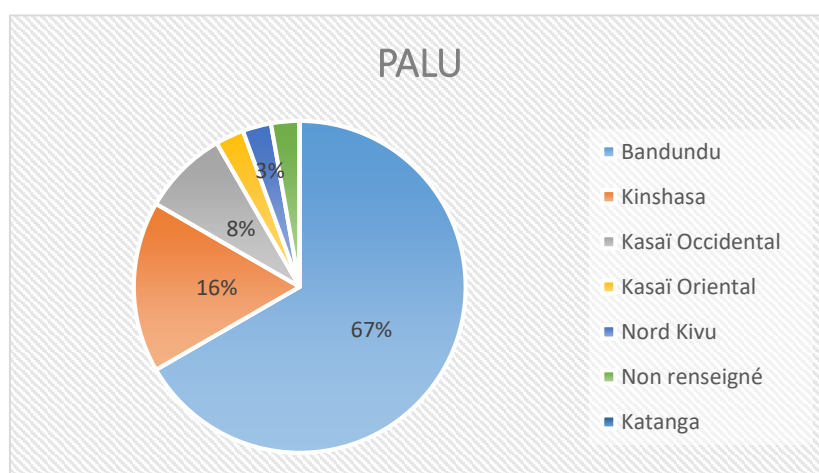
Ancrages territoriaux des « alliés utiles »

En se penchant sur les données relatives aux élections législatives de 2006¹⁴, on observe également une même logique d'implantation territoriale qui éclaire les motivations des stratégies actuelles d'alliances et de constitution de plateformes électorales avec les formations de leaders régionaux porteurs d'un capital partisan significatif. Il s'agit pour les animateurs de chacune des plateformes électorales d'assurer un élargissement de leur base électorale au-delà de leur ancrage initial, afin de bousculer en sa faveur les rapports de forces politiques afin de s'approcher de l'exercice du pouvoir ou de le conserver.

Ainsi on constate que le MSR disposerait d'un soutien plus marqué des populations de l'ancienne Province orientale, du Katanga et du Kivu. Mais on remarque surtout que ce parti n'est pas sujet à un ancrage régional très fort, et qu'il est représenté de façon assez homogène sur l'ensemble du territoire.



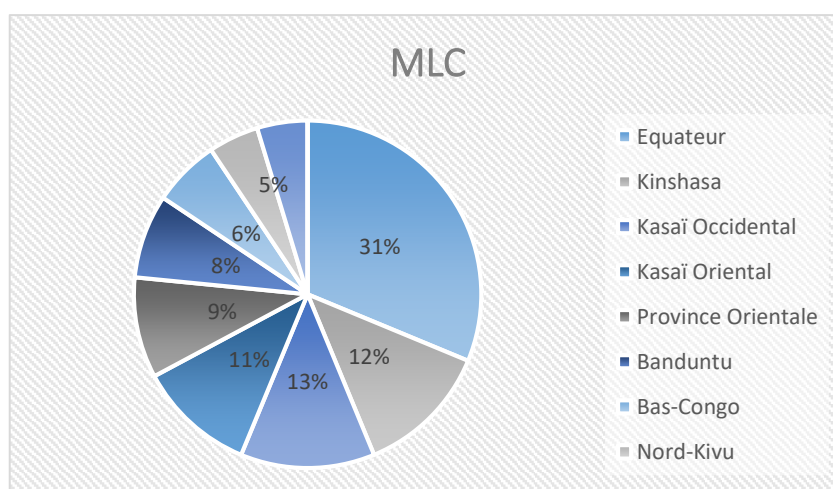
Les données relatives aux législatives de 2006 font ressortir un ancrage territorial très marqué du PALU dans la province du Bandundu, dont est originaire Antoine Gizenga, qui a fondé le parti en 1964.



14. [Composition de l'Assemblée nationale congolaise \(2006-2011\)](#), Cellule d'appui politologique Afrique Caraïbes de l'Université de Liège.

S'agissant du MLC, on constate également un fort ancrage territorial dans la province de l'Équateur, province d'origine de Jean-Pierre Bemba, fondateur du parti en 1998. La représentation reste cependant assez représentée sur l'ensemble du pays.

Ancrage territorial du MLC, législature de 2006



La propension des formations politiques congolaises à s'appuyer sur des « fiefs » et la tendance des électeurs à recourir au vote de proximité, rendent les coalitions essentielles, et ce notamment pour l'opposition dans l'optique d'un élargissement de sa base électorale. Ainsi, en accueillant le ralliement de Tryphon Kin Kiey Mulumba, ancien ministre et membre de la majorité présidentielle, à la coalition CACH, Vital Kamerhe avait déclaré au cours de la cérémonie organisée à cet effet le 3 décembre dernier : « Avec le ralliement de Mulumba avec les provinces de l'ex-Équateur et de l'ex-Bandundu, nous avons réuni la RDC. Moi, je suis de l'Est du pays, Félix Tshisekedi est du Centre. La victoire est certaine »¹⁵. Sans les ralliements de Vital Kamerhe et de Tryphon Kin-Kiey Mulumba, la base électorale de Félix Tshisekedi était en effet réduite pour l'essentiel au Kasai et à la ville de Kinshasa. Ce qui était insuffisant pour asseoir sa crédibilité comme figure de proue de l'opposition, tant aux yeux des Congolais qu'à ceux des interlocuteurs extérieurs du Congo.

Au milieu de ces grandes transhumances et regroupements survenus dans le paysage politique congolais, l'électeur tranchera pour déterminer, lequel des candidats présidentiables symbolise au mieux le changement radical que le peuple congolais attend. Quelle sera la part du vote d'appartenance ou d'adhésion à l'offre politique des différentes formations et candidats ? Avec son poids politique et psychologique, quelle influence aura le vote de Kinshasa sur le reste du pays ? Quel sera le profil-type des élus au prochain Parlement ? Quel sera le sort de ceux qui ont contribué à asseoir le pouvoir de Joseph Kabila de 2006 à ce jour ? Enfin, les Congolais donneront-ils une seconde chance à celles et ceux qui ont quitté la majorité présidentielle en fin de parcours ? On peut se demander si leur bref passage par l'opposition suffira à leur racheter une virginité politique.

15. « Avec le ralliement de Kin-Kiey, nous avons réuni la RDC » (Kamerhe), Actualité.cd, 3 décembre 2018.

Les auteurs

Michel Luntumbue est chargé de recherche au GRIP dans le secteur « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique ». Licencié en Sciences politiques et Relations Internationales, ses travaux au GRIP portent sur l'amélioration de la sécurité humaine, la prévention des conflits et le renforcement de l'état de droit dans les pays d'Afrique centrale et occidentale.

Chercheuse stagiaire au GRIP, **Tessa Fardel** est titulaire d'un Master 1 de Droit pénal, et actuellement étudiante en Master 2 de Relations internationales, à l'ULB.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.